

Ecosystème et Sol: L'Allemagne va interdire le Glyphosate d'ici 2023. Le Bénin en est où?



L'Allemagne va bannir fin 2023 l'utilisation du controversé herbicide glyphosate, a décidé mercredi le gouvernement allemand, qui a présenté une série de mesures pour la protection des insectes et animaux.

L'interdiction de cet herbicide produit par Monsanto entrera en

vigueur le 31 décembre 2023, lorsque la période actuelle d'autorisation par l'Union européenne arrivera elle-même à échéance.

Des limitations dès 2020

Sans attendre 2023, l'Allemagne prévoit dès l'année prochaine de premières limitations, avec une interdiction dans les parcs et jardins particuliers, ainsi que de premières restrictions pour les agriculteurs.

« Nous critiquons la décision du gouvernement allemand d'éliminer progressivement le glyphosate d'ici la fin de l'année 2023 », a réagi Liam Condon, membre du conseil d'administration de Bayer

qui a racheté Monsanto.

Cette décision ne tient pas compte du jugement scientifique, vieux de plusieurs dizaines d'années, d'organismes de réglementation indépendants dans le monde entier, selon lequel le glyphosate est sans danger lorsqu'il est utilisé correctement.

Liam Condon, membre du conseil d'administration de Bayer

Cette interdiction a été également mal accueillie par l'Association allemande de l'industrie chimique (VCI), qui regroupe des entreprises du secteur.

En Allemagne, des biologistes

tirent la sonnette d'alarme au sujet de la chute vertigineuse, en partie due aux herbicides, des populations d'insectes, perturbant les écosystèmes, notamment la pollinisation des plantes.

Classé comme « cancérogène probable »

Outre son action néfaste sur les insectes, le glyphosate est devenu une question sociétale après son classement comme « cancérogène probable » en mai 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer, un organe de l'OMS.

Il fait l'objet de milliers de procédures aux États-Unis contre Monsanto, producteur de cet herbicide et filiale du géant

allemand de la chimie, Bayer.

Par AFP |

Le Bénin véritable importateur de ce produit chimique probablement cancérigène doit s'inscrire dans une logique de réduction à long terme. Il y va du bien être de sa population et de tout le système écosystémique national.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité